

# ALTER SUMMIT

## *vers un* **Mémoire des peuples**

### *Nos revendications communes et urgentes pour une Europe démocratique, sociale, écologique et féministe !*

---

## **Notre démocratie doit détruire l'austérité... avant que l'austérité ne détruise la démocratie !**

Notre but commun : réclamer une véritable démocratie en Europe. Ceci inclut **l'égalité**, particulièrement entre les femmes et les hommes; les **droits** politiques, sociaux et économiques pour toutes et tous et des gouvernements démocratiques qui prennent la responsabilité de **protéger** leurs citoyen-nes. Nous refusons la **dictature des marchés** financiers et exigeons que les peuples Européens soient libérés de l'esclavage des dettes et de l'austérité.

### **I. L'EUROPE EST RICHE : NON A L'ESCLAVAGE DE LA DETTE !**

#### **Nous ne paierons pas leurs dettes !**

Les causes de la **dette publique** sont :

- Des décennies de cadeaux fiscaux aux plus riches ;
- Le renflouement des banques privées ;
- Des intérêts payés indûment aux banques privées ;
- Des faits de corruptions et de grands travaux inutiles

Dans certains pays, il s'agit aussi de dettes **privées**, résultant d'un endettement des manages dans l'immobilier avec des politiques de crédits à des conditions usurières de la part des banques privées, combiné avec la hausse de la part du capital au détriment de la part salariale -10 points du PIB perdu en 30 ans.

Partout en Europe, les dettes privées comme publiques asphyxient les peuples, ces dettes ne sont pas remboursables, une part est d'ailleurs illégitime.

#### **Les droits humains passent avant le service des dettes, et les besoins humains avant le profit.**

Nous voulons une solution au niveau européen, qui ne stigmatise pas de pays et libère les populations du fardeau de la dette, du chantage des marchés financiers et des programmes antisociaux imposés par la Troïka ou l'UE. Nous encourageons le développement, dans chaque pays, d'audits citoyens de la dette, pour déterminer la part illégitime de la dette.

### **Revendications communes et urgentes :**

1. En urgence, il faut arrêter de saigner les pays européens les plus endettés en suspendant les remboursements tant que les populations ne sont pas protégées contre la pauvreté grandissante, tant que les services publics ne sont pas renforcés et les droits sociaux consolidés.
2. Pour réduire drastiquement le stock de dettes, dans un premier temps il faut une taxation exceptionnelle sur les grandes fortunes. Pour éviter de se ré-endetter ensuite, il faut une justice fiscale et des salaires corrects (voir plus loin)
3. Les banques centrales européennes doivent prêter directement aux Etats. Les Etats et les banques doivent arrêter de faire des profits sur les pays en difficulté, en les faisant payer des taux d'intérêt supérieurs à ceux qu'ils paient eux-mêmes.

## **II. POUR UNE EUROPE ECOLOGIQUE ET SOCIALE : STOP A L'AUSTERITE!**

Nous constatons partout en Europe que l'austérité ne marche pas : la diminution des salaires, le démantèlement des services publics, la baisse de la protection sociale conduisent à l'aggravation des dettes, des déficits et du chômage. Une minorité continue de s'enrichir, alors que déjà 10% de cette population possède plus de 60% des richesses. L'austérité est un instrument pour le projet politique néo-libéral qui veut anéantir les droits sociaux.

**Nous voulons un renversement complet de ces politiques, nous exigeons un changement de modèle économique basé sur les biens communs écologiques et sociaux :**

### **Revendications communes et urgentes :**

1. Il faut arrêter sans délai l'austérité, qui nous enfonce dans la récession. Donc refuser ou annuler les traités et règlements qui imposent l'austérité (Pacte Budgétaire, six pack...)
2. Une justice fiscale avec une taxation à taux justes et progressifs des fortunes, des profits des entreprises et des transactions financières ; et un renforcement des administrations fiscales pour lutter contre la fraude et les paradis fiscaux ;
3. La transition écologique et sociale est la réponse à la crise climatique et environnementale et au chômage massif. L'Europe doit investir dans cette transition et créer des millions d'emplois de qualité dans des activités écologiques et socialement utiles ;
4. Renforcer et développer les biens communs sociaux et services publics notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la petite enfance, du transport, de l'énergie. Ces services font partie de nos biens communs, ils assurent nos droits humains économiques et sociaux ; ils ne peuvent pas être privatisés.

## **III. UN REVENU DIGNE POUR TOUTES & TOUS : NON A LA PRECARITE ET A LA PAUVRETE !**

Les politiques néo-libérales ont pour effets : Chômage massif, baisse des salaires, dégradations des conditions de travail, inégalités salariales et professionnelles entre les femmes et les hommes. A la faveur de la crise, ces politiques vont plus loin et s'attaquent au droit du travail et aux capacités d'organisations et de négociations collectives. Elles imposent le principe de la compétitivité, instrument de division des travailleuses et des travailleurs et d'augmentation des profits. Elles affaiblissent le niveau et la qualité de la protection sociale des retraité-es, des pauvres, des malades et des sans-emplois.

**Nous voulons une société donnant à chaque citoyenne et citoyen un emploi et un revenu qui permettent une vie digne.**

**Revendications communes et urgentes :**

1. Restaurer la liberté de négociations et d'actions collectives et rétablir les conventions collectives annulées par les plans d'austérité ;
2. Construire un système de protection social européen, avec une harmonisation vers le haut des droits sociaux et économiques ;
3. Instaurer un revenu minimum suffisant pour une vie digne, et un salaire minimum fixé dans chaque pays par la loi ou par des conventions collectives ;
4. Supprimer les inégalités salariales et professionnelles entre les femmes et les hommes ;
5. Partager les emplois avec le droit à un travail convenable pour toutes et tous.

**IV. POUR UNE DEMOCRATIE ECONOMIQUE :  
LES BANQUES AUX SERVICES DES PEUPLES**

L'écroulement du système bancaire privé n'est pas un accident mais la logique même du système où la finance est au service des actionnaires et des spéculateurs, au détriment de l'économie utile. Les gouvernements ont non seulement toléré, mais aussi organisé cette logique :

- en cédant, depuis des décennies, à toutes les exigences des multinationales de la finance : déréglementation frénétique, développement du shadow banking (le fait que les banques effectuent des opérations cachées) et de filiales dans les paradis fiscaux qui ont conduit à la diffusion de produits financiers toxiques.
- par la privatisation de beaucoup de banques ou caisses d'épargne publiques (ou coopératives), qui étaient jusque-là orientées vers des activités économiques régionales et utiles.

En réponse, les gouvernements, sur le dos des contribuables, ont injecté des milliards d'euros pour sauver les banques, et leur ont offert des garanties inconditionnelles. La suprématie des barons de la finance s'en trouve confortée.

**Nous exigeons que les banques servent l'économie, la société et l'environnement : les gouvernements et les institutions européennes doivent s'opposer à l'avidité et l'impunité des banquiers.**

**Revendications communes et urgentes :**

1. Des réglementations fortes et responsables qui interdisent aux banques de spéculer avec notre argent.
  2. Séparer les banques de dépôts et les banques d'affaire Si les banques d'affaires se retrouvent en difficulté, la loi doit exercer un contrôle sur leur faillites
  3. Interdire et sanctionner tous les recours aux paradis fiscaux, aux banques comme aux multinationales. Interdire le shadow banking et toutes les pratiques de dissimulations des activités réelles.
  4. Prioriser et encourager les établissements de crédit publics mutualistes et coopératifs.
  5. Renégocier les garanties indûment accordées aux banques privées
-

**Parce que nous sommes des citoyennes et des citoyens,  
pas des partenaires ni de simples *clients* ;**

**Parce que nous voulons des gouvernements démocratiques,  
et pas une « *gouvernance* » technocratique ;**

**Parce que nous voulons une démocratie réelle  
où ce sont les citoyennes et les citoyens qui décident  
et non pas une *oligarchie* auto-proclamée de dirigeants européens ;**

**Parce que nous ne voulons pas que la prospérité en Europe  
repose sur l'exploitation du reste du monde,  
nous demandons de repenser fondamentalement les politiques commerciales de l'Union  
Européenne ;**

**Parce ce que partout l'austérité aggrave le racisme, le fascisme et le sexisme ;**

**Nous construisons un mouvement unitaire  
pour une Europe démocratique, sociale, écologique et féministe !**

**Pour soutenir et renforcer les luttes des peuples  
contre cette Europe des inégalités, de l'austérité et de la dette,  
nous voulons rassembler les forces autour des revendications ci-dessus,  
par des actions nationales et européennes  
qui culmineront à l'Alter Summit les 7, 8 et 9 juin 2013.**

calendrier et informations : [www.altersummit.eu](http://www.altersummit.eu)

contact : [info@altersummit.eu](mailto:info@altersummit.eu)